

### ANNEXE au Guide méthodologique pour le financement des initiatives non-gouvernementales – FICHE OUTIL RELATIVE AU DISPOSITIF D'ENCADREMENT DU RESPECT DE LA REGLEMENTATION PORTANT SANCTIONS A DESTINATIONS DES OSC (organisations de la société civile) - **version Mai 2025**

L'AFD est tenue, comme toute personne morale de droit public ainsi que toute personne privée constituée ou établie en France réalisant ses activités sur le territoire français ou à l'étranger de respecter les dispositions de l'art. L. 562-5 du code monétaire et financier (CMF) qui **interdit notamment « de mettre à disposition, directement ou indirectement, ou d'utiliser des fonds ou ressources économiques au profit des personnes dont les fonds et ressources économiques font l'objet de mesures de gel des avoirs (sanctions financières individuelles), adoptées par les Nations Unies, l'Union européenne et la France.** Les sanctions financières internationales comprennent également des mesures sectorielles (embargos, interdictions de transactions avec certaines entités d'un secteur, interdiction d'exportation de biens à double usage...). Le non-respect de ces interdictions est susceptible d'engager la responsabilité pénale et disciplinaire des entités, de leurs représentants.

A ce titre, l'AFD a mis en place en octobre 2023, actualisé en avril 2025, un nouveau **dispositif d'encadrement du risque de violation des sanctions financières dans les projets finançant les OSC, détaillé ci-dessous.**

#### **1. Filtrage des Parties Prenantes - obligatoire**

L'AFD attend des OSC qu'elles procèdent au filtrage des Parties Prenantes financées dans le cadre de la subvention octroyée (fournisseurs/prestataires, personnel et bénéficiaires de rétrocessions – financières ou matérielles).

A cette fin, l'AFD continue de proposer aux OSC son accompagnement dans l'usage de la **liste unique de gel des avoirs disponible gratuitement sur le site Internet de la DG Trésor** (url publique de connexion : <https://gels-avoirs.dgtresor.gouv.fr/>) qui compile les différentes listes de sanctions applicables<sup>1</sup>. Un document pédagogique est également à votre disposition.

L'OSC peut également se doter d'un outil de filtrage automatique via l'achat d'une solution auprès d'éditeurs spécialisés. L'AFD continuera, si l'OSC en fait la demande, de contribuer à financer l'achat d'une telle solution de filtrage.

Enfin, l'OSC peut s'assurer du respect de cet interdit en ayant recours à une modalité de versement des fonds via une banque ou un prestataire de services de paiement officiel s'engageant à respecter les 3 listes de sanctions (ONU, UE, France).

La profondeur, la fréquence des diligences et les moyens utilisés afin de respecter l'interdit de mise à disposition relèvent de la responsabilité des bénéficiaires des fonds AFD.

---

<sup>1</sup> Elle met également à disposition des usagers des *Application Programming Interfaces* (API) permettant l'interfaçage des listes avec les systèmes d'informations de l'OSC.

## 2. Filtrage des populations récipiendaires de l'aide

**Rappel : l'interdiction de mise à disposition de fonds ou de ressources économiques au bénéfice d'une personne ou d'une entité sous sanction trouve à s'appliquer et implique, de la part des OSC sollicitant une subvention auprès de l'AFD, qu'elles mettent en œuvre des moyens appropriés pour la respecter. – dès lors que :**

- **le financement octroyé par l'AFD comprend des transferts monétaires** (*cash transfer, cash for work, per diem* au bénéfice des populations pour participer à un atelier, à une formation, bourse scolaire, etc.) **ou**
- **la mise à disposition de biens ayant une valeur économiquement exploitable** (bétail, matériels, intrants, etc.)<sup>2</sup>

Cet interdit peut faire l'objet des trois dérogations décrites ci-après, qui doivent être détaillées par l'OSC dans le « Questionnaire de Conformité : analyse dédiée au projet » :

### 2.1 Exemption humanitaire et dérogation obtenue des autorités compétentes

- a) **Si le projet peut se prévaloir d'une exemption humanitaire<sup>3</sup> : si le pays de déploiement du financement est couvert par un appel d'urgence humanitaire émis par OCHA<sup>4</sup> ou le UNHCR<sup>5</sup> (ex. PRH, flash appeal) et que le projet s'inscrit dans les domaines couverts par cet appel d'urgence ou :**
- b) **Si l'OSC peut se prévaloir d'une dérogation obtenue par l'Autorité Nationale Compétente en matière de sanctions (ANC)<sup>6</sup> et est en mesure de transmettre l'autorisation afférente au groupe AFD.**

### 2.2 Exceptions pour les projets visant certaines catégories de population

Certaines catégories de population peuvent bénéficier d'exemption par exception.

Les catégories concernées sont :

- **Les personnes mineures ;**
- **Les personnes dont l'identité doit être protégée, en raison des persécutions subies** « *en raison de leurs opinions politiques, de leur appartenance religieuse, de leur race, de leur nationalité ou de leur appartenance à un certain groupe social* », telles que définies par la convention de Genève du 28 juillet 1951 ou encore des personnes persécutées en raison de leur action en faveur de la liberté au sens de l'alinéa 4 du préambule de la Constitution de 1946 ;

---

<sup>2</sup> Cette notion n'inclut pas le soutien alimentaire, les kits médicaux ; les kits d'hygiène etc.

<sup>3</sup> Exemption prévue par les textes applicables en raison de la finalité humanitaire poursuivie par le projet dont la résolution adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies n° 2664 le 9 décembre 2022

<sup>4</sup> Office for the Coordination of Humanitarian Affairs

<sup>5</sup> *United Nations High Commissioner for Refugees*

<sup>6</sup> L'autorité nationale compétente susceptible d'accorder une exemption de filtrage est celle en charge de l'application des mesures de sanctions FR, UE et NU. A l'égard de ces 3 régimes de sanctions, une telle exemption ne pourrait être accordée que par la DG Trésor française à qui l'OSC devrait en demander le bénéfice.

- **Les personnes dépourvues de documents officiels d'identité.** Dans le cas où le projet se déroule dans un contexte / un endroit où la vérification de l'état civil des populations bénéficiaires est impossible (l'Etat ne fournit pas de papiers d'identité, par exemple). L'OSC doit cependant apporter des éléments probants permettant d'étayer cette impossibilité (articles de presse, rapports d'organisations internationales telles que la Banque Mondiale, l'OCDE, etc.)

Pour ces catégories de personnes, il est procédé à une analyse au cas par cas des contraintes spécifiques rendant le filtrage impossible (en l'absence de documents d'identité), ou inapplicable (en raison de l'âge ou de la nécessité impérieuse de protéger l'identité des personnes : ex personnes vivant avec le VIH ou menacées en raison de leur identité de genre), **en vue d'exonérer de filtrage la totalité ou une partie des populations récipiendaires de l'aide.**

Ces cas de dispenses doivent spécifiquement être motivés par l'OSC s'en prévalant pendant l'instruction : ils feront l'objet d'un avis du service de la Conformité et le Conseil d'administration ou ses Comités spécialisés (dont le Comité ONG) seront systématiquement saisis pour statuer.

### **2.3 Mesures alternatives au filtrage**

L'AFD **peut accepter que l'OSC recourt à des moyens alternatifs au filtrage.** Ces moyens alternatifs au filtrage devront être démontrés par l'OSC au travers du « *Questionnaire de Conformité : analyse dédiée au projet* ».

A ce titre, l'OSC devra démontrer (i) procéder à une sélection rigoureuse des populations bénéficiaires et (iii) mettre en place des mesures de contrôle afin de s'assurer du bon usage des transferts monétaires ou ressources économiquement exploitables et donc de leur absence de détournement.

### **3. Contrôle ex-post renforcé dans le cadre des audits des projets**

Le contrôle du respect de l'engagement contractuel et l'absence de mise à disposition de fonds ou de ressources économiquement exploitables à des personnes listées dans le cadre du projet sera vérifié lors de l'audit du projet (à mi-parcours et final), par l'auditeur, par tous moyens adaptés (pouvant inclure le filtrage si nécessaire), sur la base d'un échantillon de dépenses financées au moyen de la subvention octroyée par l'AFD.

Il est donc impératif pour les OSC de conserver la trace de leurs contrôles. Cela peut prendre, notamment, la forme d'impression écran et/ou de rapports de résultats des outils de filtrage utilisés par l'OSC, ou le tableau complet des personnes faisant l'objet de gels des avoirs et sanctions disponible sur le site du gouvernement français et extraite le jour où le contrôle a été réalisé. L'auditeur pourra vérifier l'exactitude de ces contrôles en réalisant le filtrage des bénéficiaires lors de son audit.

Ce contrôle sera adapté à la nature du projet considéré. En particulier dans les cas où l'OSC s'inscrit dans le cadre d'une exemption, d'une dérogation ou dans les cas par exception visés, le contrôle pourra se limiter à vérifier que le projet répond bien aux cadres dérogatoires invoqués.

Une nouvelle version des termes de référence types des audits de l'AFD sera proposée dans le guide méthodologique.